

**Semaine des ambassadeurs -  
Diplomatie culturelle - Intervention  
de Mme Frédérique Vidal, ministre  
de l'enseignement supérieur, de la  
recherche et de l'innovation, à  
l'occasion de la table ronde  
«Accélérer l'internationalisation, de  
l'enseignement supérieur, de la  
recherche et de l'innovation»  
(Paris, 30 août 2017)**

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Directeur Général Adjoint de la mondialisation,

Monsieur le Directeur de l'ENS,

Monsieur le Président du CNRS,

Mesdames et Messieurs,

L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation français sont pris dans une compétition mondiale intense. Notre place dans la globalisation dépend pour une très large part de notre capacité à être en tête dans la course aux savoirs, aux innovations et aux compétences.

La question qui se pose à nous est : veut-on résister à ce mouvement global et le subir, ou veut-on l'embrasser franchement et l'influencer, y mettre notre marque ?

Je pense que nous partageons la même ambition : nous pouvons et devons prendre toute notre part et donner notre marque au mouvement global du savoir, de l'innovation et de la formation. Une certaine idée de l'ouverture, de l'égalité et de l'émancipation à l'université, l'équilibre entre une recherche fondamentale brillante et une recherche appliquée performante, la profondeur et l'influence de nos sciences humaines et sociales ou encore la francophonie font partie de ces marques françaises que nous pouvons imprimer.

Et je pense en effet que France a de quoi être à la hauteur de ses ambitions dans ces domaines :

Pour la mobilité et l'attractivité, je récusé ainsi tout à fait l'idée du risque permanent de «fuite des cerveaux» ou de déclin : les étudiants, les chercheurs et innovateurs doivent circuler, par nature. Plus de français partent à l'aventure, mieux nous nous porterons, à condition que nous sachions entretenir et capitaliser sur ce réseau, maintenir le lien, encourager aux retours, et cela fait partie de vos priorités.

Dans la recherche, 42% de nos doctorants sont des ressortissants étrangers, chiffre en légère baisse après une explosion. Il y a plus de 6.500 chercheurs étrangers dans les organismes de recherche, soit plus de 13% des effectifs ; l'impact scientifique des chercheurs qui viennent en France et l'impact des français qui partent à l'étranger s'équilibre, nous avons si j'ose dire un solde scientifique à l'équilibre. Si nous devons bien entendu être ambitieux et audacieux et viser plus haut, commençons par retrouver confiance en nous et faisons le savoir.

Pour l'accueil des étudiants, la position de la France est bonne également. Ainsi en 2015 nous avons accueilli 310.000 étudiants étrangers, nous plaçant en 4ème position des pays d'accueil. Cela représente 12% des étudiants, une augmentation de 70% depuis 2000. Mais vous le savez la concurrence est rude. Nous devons maintenir et amplifier ces positions et faire évoluer aussi nos méthodes et nos objectifs en développant plus de formation «à la française» dans les pays de départ et en ciblant plus franchement les étudiants les plus talentueux. Lorsqu'un étudiant étranger tape à la porte d'une licence française nous devons être mieux à même de savoir où nous pouvons l'orienter ensuite et comment il pourra participer au mieux à l'influence de la France dans 5, 10 ans.

En cela, tout le réseau diplomatique et culturel, les postes que vous dirigez jouent un rôle déterminant pour l'internationalisation et l'attractivité de l'ESRI, pour repérer les opportunités, créer et développer les partenariats, répondre aux besoins.

Pour rester dans la course, les établissements ont donc besoin de vous.

Et les réformes que j'ai lancées ont aussi pour finalité de donner une meilleure place à nos établissements dans la compétition internationale, et un plus grand pouvoir d'attraction pour les étudiants étrangers, en particulier pour ceux qui hésiteraient aujourd'hui à aller en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Une grande partie de mon énergie est ainsi consacrée à réformer notre premier cycle et l'entrée à l'université, système aujourd'hui à bout de souffle et injuste. Il s'agira de mieux orienter les étudiants pour qu'ils suivent les formations qui leur conviennent ; de développer les formations courtes professionnalisantes qui sont recherchées par les étudiants internationaux ; d'accomplir une véritable transformation de la pédagogie, via le numérique notamment, pour des formations meilleures et donc plus attractives.

La France veut ainsi reprendre une place éminente dans la révolution du savoir et des compétences. Nos universités seront accompagnées dans leur transformation ; les grands

partenariats internationaux entre établissements, dont la mise en oeuvre sera facilitée participerons à cette transformation ; nous devons aussi mettre ce mouvement en synergie avec la croissance de nos entreprises de formation en ligne diplômante qui sont leaders en Europe, et dont il faut accompagner le développement international.

Ce sont ces ambitions pour le continent européen et pour tous les pays associés que nous porterons en mai prochain alors que notre pays accueillera la conférence du processus de Bologne, et pour lequel je m'emploierai avec vous à mobiliser mes homologues étrangers.

Pour la recherche si certains de nos chercheurs, de nos laboratoires, maintenant certaines de nos universités pluridisciplinaires ou spécialisées, et bien sûr nos grands organismes, jouissent d'une grande réputation et confiance, notre système est aussi perçu comme trop complexe et dispersé. Nous allons le simplifier, en amplifiant le développement des universités de recherche intensive et leur autonomie (comme PSL et je remercie son Président Marc Mézard d'être parmi nous) et en confiant aux organismes de recherche - qui sont des véritables «marques internationales» - des missions nationales et internationales. Le CNRS (je salue la présence d'Alain Fuchs) se verra confier des programmes comme cela est le cas aujourd'hui avec l'appel Make Our Planet Great Again pour lequel vous avez beaucoup œuvré et avec succès. Par ailleurs, l'INSERM par exemple mènera des programmes en santé ou l'IRD des programmes pour le développement.

En parallèle l'ANR se concentrera sur des appels à projets d'excellence ouverts, ses appels internationaux conjoints seront revus pour mieux répondre aux grands enjeux, et une meilleure coordination entre les différents programmes qui relève du MESRI et du MEAE sera recherchée.

L'accord que nous avons élaboré avec l'Allemagne lors du dernier conseil des ministres franco-allemand illustre bien cette nouvelle approche : lutte contre la résistance anti microbienne, souveraineté technologique, recherche sur le stockage de l'énergie, notre feuille de route commune sur 5 ans est concentrée.

Je vous enjoins donc à faire largement savoir que l'enseignement supérieur et la recherche français se réforment pour être plus simples, moins lents, plus efficaces, plus en phase avec les besoins, et à déployer une méthode pragmatique et resserrée.

Je me bornerai à vous indiquer quelques directions qui sont prioritaires à mes yeux :

Partout sur le globe les besoins de formation supérieure et d'innovation vont croissants et d'abord dans les pays qui connaissent un boom démographique et qui subissent le plus fortement les effets du changement global. Nous ne pourrions par ailleurs mettre en oeuvre les objectifs du développement durable s'il n'y a pas les compétences nécessaires, ni les innovations adaptées. Les établissements français, publics et privés, doivent répondre à ces besoins de manière très ciblée en développant des co-campus avec nos partenaires, en entrant dans des réseaux, des grappes universitaires sur des thématiques choisies.

Globalement, notre aide au développement et notre coopération doit continuer à promouvoir systématiquement un volet ESRI.

Je crois d'autre part que notre diplomatie scientifique et universitaire doit encore être consolidée. J'entends par là qu'elle doit être pensée sur la durée, qu'elle doit s'appuyer sur des comparaisons internationales et une veille permanente que réalisent les postes mais qui peut être mieux diffusée et plus stratégique. Vos alertes et vos propositions sur les grands thèmes émergents, la prospective sont cruciaux. Formation, recherche et innovation doivent être considérés comme un tout. En l'espèce la diplomatie scientifique doit être mieux articulée avec la diplomatie économique. Comme le montre le récent exemple australien, on voit par exemple que les questions de formation supérieure et de recherche commencent à prendre plus de place dans les appels d'offre internationaux et les grands contrats.

Ces derniers peuvent être des leviers pour des partenariats et des échanges globaux sur la durée. C'est une piste sur laquelle je souhaite qu'une réflexion soit menée et une méthode définie.

Enfin les enjeux scientifiques, économiques et diplomatiques des très grandes infrastructures de recherche n'ont pas ou plus la place structurante qu'elles doivent avoir. À leur égard, l'approche au coup par coup n'est pas la meilleure.

Je souhaite donc que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les acteurs de l'innovation puissent mieux s'appuyer sur un des premiers réseau diplomatique au monde, et je sais pouvoir compter sur vous pour faire de la science, de l'innovation et de la formation supérieure un élément prioritaire de notre diplomatie./.